

Le Belge Magnette prône le rétrécissement de l'UE

Le socialiste wallon est favorable à une sortie des pays d'Europe centrale, dont la Pologne

BRUXELLES - bureau européen

Le ministre-président de la Wallonie, le socialiste Paul Magnette, a jugé, samedi 4 février, «souhaitables», «un Polxit, un Hongrexit, un Roumaxit, un Bulgxit» qui suivraient la sortie prochaine du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE). «Fédéraliste meurtri» et, dit-il, «peut-être le premier des eurosceptiques socialistes», l'ancien dirigeant de l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles est très critique sur l'évolution de l'Union.

Il s'est illustré, en 2016, en s'opposant au traité commercial UE-Canada, finalement signé après que sa région a exigé une renégociation. Désormais, a-t-il déclaré au quotidien *L'Echo*, il espère une négociation «dure mais équilibrée» avec Londres, qui inspirerait des pays d'Europe centrale et orientale, mais peut-être aussi le Danemark et la Suède, potentiellement tentés, à leur tour, par la négociation d'accords commerciaux, des partenariats, et finalement une sortie de l'Union.

Au cours de l'émission « Interna-

tionales » de TV5, *Le Monde* et RFI, dimanche 5 février, l'un de ses collègues, Rudy Demotte, ministre-président PS de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a pris ses distances. Ce dirigeant de l'institution rassemblant les francophones belges prône plutôt une relance européenne à partir de quelques pays, mais sans le départ de plusieurs membres de l'UE.

Possible successeur du président du PS, Elio Di Rupo, M. Magnette estime en fait que «l'Europe est en train de se désintégrer» avec des pays «qui vont devenir ingouvernables, ou gouvernés par des dingues». Il juge que l'une des réponses au Brexit, la promesse d'une relance de l'Europe de la défense, est insuffisante. «Sans les Britanniques, l'Europe de la défense, c'est la France», ironise-t-il.

Mutualisation des dettes

M. Magnette est très critique à l'égard de la Commission de Bruxelles, qui s'ingère «dans des matières nationales extrêmement sensibles» mais est incapable de s'en prendre à la fraude fiscale ou

de gérer la question des réfugiés.

Il prône la fin de la dérégulation sociale et fiscale qu'a entraînée l'euro en vertu, dit-il, de la logique monétariste de l'Allemagne. Il réclame l'arrêt des négociations des traités multilatéraux ou bilatéraux, au profit d'accords commerciaux «purs», ainsi qu'un effort massif pour assurer l'indépendance énergétique et lutter contre le réchauffement climatique. Il propose, enfin, la mutualisation d'une partie des dettes nationales et un vaste plan d'investissements, «un plan Juncker puissance 100». ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS